



(c'est un «archaïsme») puisque, à la limite, la connaissance rationnelle n'est qu'un élément d'un mythe plus fourni. On comprend dès lors, puisqu'il n'y a pas de normes pour établir la validité de la connaissance, que cette argumentation post-moderne ne puisse que rejeter toute tentative d'explication du monde s'appuyant sur des déterminations sociales et réclamer une considération bien méritée pour l'inventivité d'un sujet interprétant, dont on affirme qu'elle sera moins «ennuyeuse» que les commentaires de résultats. A la décharge de ces détracteurs du rationalisme il faut dire que l'opposition entre la «nature» et le «sujet» (ou le monde social et l'individu) à laquelle ils adhèrent est structurellement organisée et reproduite. Reste que, en affirmant la suprématie du relativisme culturel, les opposants à la sociologie développent une prise de position comparable à celle des apôtres du laisser faire dans l'univers économique, coïncidence qui peut conduire à défendre d'autant plus l'une et l'autre que l'analyse sociologique des déterminismes (obligatoirement «inquisitoriale» et «totalitaire» à leurs yeux) pourrait mettre en cause la place qu'ils occupent dans le champ médiatique ou politique. Cet «esprit du temps» anti-rationaliste explique que l'étude de la contribution scolaire à la reproduction sociale ne suscite plus aujourd'hui grand intérêt, ou pire, n'entraîne que des références de convenance qui ne sont jamais suivies de décision.

Pourtant, s'il est un domaine des sciences sociales où la cumulativité s'exprime fortement, c'est bien celui de la contribution des systèmes scolaires à la reproduction sociale. Du milieu des années trente où l'on découvre l'existence d'une corrélation entre la réussite scolaire et la situation sociale des familles jusqu'à maintenant, la sociologie s'est efforcée de vérifier cette relation en répétant les analyses dans divers contextes. Et que ce soit à Dakar, à Athènes, à Strasbourg ou au Japon, en fonction bien sûr des spécifications des positions concernées, cette relation se retrouve maintenant comme il y a quarante ans. Mais les sociologues se sont aussi efforcés de tester les unes après les autres «de simples hypothèses d'imputation» concernant les familles, les maîtres,

les organisations d'enseignement, les contenus, les méthodes pédagogiques, les élèves. C'est dire qu'il a fallu être à même de comprendre l'élaboration des catégories, des représentations, des jugements, des pratiques mis en œuvre par les agents occupants des positions différenciées dans l'espace social et dans l'espace scolaire. Cette vérification, patiente, méticuleuse s'est accompagnée d'élaborations théoriques de plus en plus à même d'expliquer la contribution scolaire à la reproduction sociale et, au fur et à mesure que la compréhension progressait, d'isoler des facteurs moins personnalisés, mieux définis, comme le capital linguistique rentable, le capital culturel, les stratégies parentales, les habitus enseignants etc. qui ont permis de formuler la loi d'appropriation différentielle des biens scolaires. Reste que l'intensité de cette appropriation dépend à son tour de l'état de fonctionnement du système scolaire ou, pour le dire autrement, de la place qui lui est accordée dans l'ensemble des processus de reproduction sociale. On comprend dès lors que les stratégies des dirigeants des organisations scolaires pour augmenter le nombre de places auxquelles pourraient prétendre leurs élèves dans un univers modifié par les luttes au sein du champ du pouvoir, ou que les actions, réactions ou défaut d'action des agents du champ politique pour organiser le fonctionnement du système scolaire soit pour maintenir les systèmes en état, soit pour les améliorer ou plus souvent, depuis quelque temps au moins, pour les adapter aux nouvelles demandes des agents dominant l'économie, reviennent à laisser en état, renforcer ou diminuer l'efficacité des mécanismes producteurs d'inégalités.

La situation actuelle des établissements scolaires, alors que les crédits d'Etat sont massivement orientés vers le soutien à l'économie ce qui diminue d'autant les possibilités de fonctionnement des établissements scolaires les moins bien dotés, c'est-à-dire les moins «bien fréquentés» socialement parlant, alors que les réglementations d'Etat sont diversifiées ici, allégées là, soumettant les établissements scolaires à des concurrences et à une adaptabilité proches des exigences du marché, alors que l'importance de la certification scolaire devient de plus en plus

indispensable et, mais ce n'est qu'un paradoxe apparent, de moins en moins rentable (remplacée qu'elle est par une compétence polyvalente dont les définitions varient avec les exigences des employeurs), justifie que l'on revienne sur la contribution scolaire à la reproduction sociale dans la mesure où ce sont ces orientations politiques qui sont les causes de l'amplification des inégalités entre établissements, de l'élaboration de stratégies de plus en plus concertées et organisées

des familles les plus à même de maîtriser les transformations du système pour en tirer parti, du découragement ou de l'exaspération d'enseignants décalés entre les exigences de leur position sociale, leurs dispositions et leurs prises de positions, mais aussi de l'extension de l'anomie dans laquelle se retrouvent nombre d'adolescents des filières et des établissements de relégation qui les font basculer dans la guerre de chacun contre tous et surtout contre eux-mêmes.